

Déclaration de la rencontre de la société civile du bassin du Congo sur le rehaussement des contributions déterminées au niveau national

Rôle et position des acteurs de la bonne gouvernance forestière et climatique

Kinshasa, 9 décembre 2020

L'an 2020, le 09 décembre les représentants de la société civile du bassin du Congo se sont réunis à Kinshasa lors de la 8^e réunion du Conseil Directeur du Partenariat des forêts du Bassin du Congo (PFBC).

Cette réunion a été organisée par CEDEN et la LICOCO en collaboration avec Fern et Transparency International. Elle rassemblait des organisations clés de la société civile sous régionale (Cameroun, Gabon, République centrafricaine, République démocratique du Congo et République du Congo). L'atelier avait pour objectif de convenir de messages et priorités communs en faveur de la bonne gouvernance forestière et climatique y compris le respect des droits des populations locales tributaires des forêts dans le cadre de la révision des contributions déterminées au niveau national (CDN).

Les pays du Bassin du Congo se sont officiellement engagés à mettre en œuvre leurs CDN depuis 2015 afin de contribuer à l'Accord de Paris sur le Climat. Cependant, les CDN qui avaient été initialement élaborées comportaient un certain nombre de lacunes quant à :

- L'implication et la participation des parties prenantes ;
- La connaissance des CDN par l'ensemble des parties prenantes ;
- La redevabilité et la transparence ;
- La synergie de travail entre les différents secteurs impliqués ;
- La prise en compte de la dimension genre.





Par ailleurs, les participants à l'atelier ont insisté sur les nombreux risques liés aux contextes nationaux susceptibles de compromettre la réussite des CDN.

Eu égard à ce qui précède, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

» **La participation et l'inclusion des parties prenantes**

- Impliquer et faire participer toutes les parties prenantes au processus de révision des CDN ;
- Renforcer les synergies entre différents secteurs ;
- Renforcer la participation à toutes les étapes du processus ;
- Rendre les informations disponibles ;
- Sensibiliser, informer, renforcer les capacités des parties prenantes dans le processus de révision des CDN en vue d'une participation efficiente et efficace.

» **La prise en compte des droits de l'homme et du genre**

Prendre en compte l'aspect genre et la reconnaissance des droits des jeunes, des communautés locales, des populations autochtones et des femmes.

» **La transparence, l'intégrité et la redevabilité**

Mettre en place des mécanismes de redevabilité, de transparence et d'intégrité.

» **La coordination multisectorielle**

- Encourager la mise en place d'une coordination multisectorielle, représentative sous le leadership d'un organe gouvernemental de préséance ;
- Mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation efficace.

Fait à Kinshasa, le 9 décembre 2020

Les participants



Cameroun :

Transparency International Cameroon



Gabon :

ROSCEVAC



République centrafricaine :

GDRNE, CIEDD



République Démocratique du Congo :

CEDEN, LICOCO, OGF, IRDAC, CFLEDD, RRN, GTCRR, IGED, APEM, DGPA, REPALEF, LINAPYCO, CTIDD, RCEN, TF, ECC/JPSC, CERN/CENCO, FALID, FACID, FSEDD, CAGDFT, GRID3, REFADD ADPI, GTF



République du Congo :

OCDH, RPDH

Réseaux sous-régionaux :

ACRN, REPALEAC

Cette activité a été réalisée avec l'appui financier du Foreign, Commonwealth & Development Office du gouvernement Britannique et de l'Agence française de développement (AFD). Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas celles du gouvernement britannique ni de l'AFD.



Foreign, Commonwealth
& Development Office